

d. d.
8/8. E.R.P.No.17.

Londres, le 3 août 1934.

Répercussion des événements
de l'Europe centrale.
-----S
Monsieur le Conseiller Fédéral,

Une grippe qui m'a retenu au lit pendant toute la fin de la semaine dernière m'a empêché d'entrer en contact avec des connaissances politiques et collègues, de sorte que j'ai dû remettre jusqu'à aujourd'hui l'expédition de ces lignes qui rapportent quelques impressions sur la répercussion à Londres des récents événements en Europe centrale. Sir John Simon ayant quitté la capitale dès l'ajournement du Parlement, je n'ai pu m'entretenir qu'avec son remplaçant, le Sous-Secrétaire d'Etat permanent et avec l'un et l'autre des Ministres de la Couronne. En vérité, je n'ai rien de très remarquable à ajouter à la vue d'ensemble que vous aurez pu vous faire sur la base des rapports de presse, si ce n'est qu'en cette instance, et exceptionnellement, les journaux ne semblent pas du tout avoir exagéré l'effet profond causé en Grande-Bretagne par les nouvelles d'Autriche et d'Allemagne.

En passant en revue la suite des secousses qui se sont produites en Europe centrale et orientale, qui ont nécessairement eu leur réaction en Angleterre, voici ce qu'il y a lieu de constater:

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'écrire dans mes précédents rapports la mentalité britannique à l'égard de l'Allemagne a subi un revirement. Depuis bien des mois, ce mouvement, sauf quelques arrêts, a maintenu sa tendance

Monsieur le Conseiller Fédéral G. M O T T A
Chef du Département Politique Fédéral
B e r n e



défavorable. Les actes terroristes du 30 juin ont provoqué une indignation si forte contre le régime actuel de l'Allemagne qu'on a cru qu'après quelques jours il se manifesterait un apaisement et qu'à la suite d'explications fournies par l'Allemagne le jugement de Whitehall ainsi que celui de l'opinion publique seraient finalement moins sévères.

Cette amélioration ne s'est cependant pas produite et l'assassinat du Chancelier Dollfuss, survenant moins de quatre semaines après les assassinats en Allemagne a écarté toute chance de voir se créer de meilleures dispositions à l'égard de l'Allemagne.

Je ne crois pas exagérer en assumant que la tragédie de Vienne a eu comme effet non moins qu'une vraie transformation de la politique britannique envers l'Allemagne. Jusqu'ici, tout en retirant de plus en plus sa sympathie aux hommes d'Etat de Berlin, Whitehall et Westminster se sont efforcés de maintenir des dehors d'impartialité par rapport aux antagonistes continentaux. Depuis le 25 juillet on n'essaie plus de conserver cette attitude. Aujourd'hui, l'Allemagne est considérée comme étant la cause des malheurs qui viennent d'arriver.

C'est là, non seulement l'attitude du public et de la presse, non seulement celle des politiciens dont les vues entraînent certaines responsabilités, mais tout simplement celle du Gouvernement et des cercles strictement officiels eux-mêmes. Au cours de ma conversation avec Sir Robert Vansittart, j'ai constaté qu'au Foreign Office on émet en effet pas de doute que toute ^{cette} vilénie à Vienne est directement inspirée par les Allemands et non pas par des Allemands fanatiques sans responsabilité officielle, mais tout simplement

- 3 -

par ceux qui gouvernent. On met carrément l'ignoble attentat et le plan de révolution sur le compte des Nazis ~~au-~~
~~trichiens~~ ^{allemands} et on ne se gêne pas pour tirer des conclusions. Les accusations proférées dans les articles de fond de la presse sérieuse, en premier lieu du "Times", accusations qui ne sont pas sans gravité, paraissent avoir l'approbation sans réserve du Gouvernement même.

Le fait que le Gouvernement Hitler s'est immédiatement désassocié, et d'une manière manifestement suspecte, du complot naziste en Autriche, loin de calmer les esprits a, au contraire, augmenté l'irritation et le mépris. Aussi croit-on observer que l'effet créé en Italie et en Grande-Bretagne a sérieusement inquiété Berlin et on ne tente nullement d'atténuer cette répercussion qu'on estime fort à propos. Un Gouvernement, maintient-on, qui emploie de pareilles méthodes non seulement chez lui, mais encore en dehors de ses frontières, ne doit pas s'étonner de ce qu'on le considère comme un danger pour le Continent tout entier et de ce qu'on adopte vis-à-vis de lui des attitudes qui répondent à l'existence de ce danger.

Une des dernières séances de la Chambre des Communes avant son ajournement a, comme vous avez pu le voir dans la presse, été consacrée à un "vote de censure" proposé par l'Opposition et visant la politique aérienne du Gouvernement. L'Opposition avait demandé cette discussion avant le 25 juillet, de sorte qu'elle ne pouvait prévoir les conditions particulièrement favorables dont disposerait le Gouvernement, à la suite des nouvelles bévues allemands, pour défendre sa politique. Aussi Mr. Baldwin, sous l'impression de ce qui ve-

- 4 -

nait de se passer n'a-t-il pas hésité à mettre les points sur les i.

Alors que, comme je l'ai mentionné plus haut, on a jusqu'ici, en parlant du Traité de Locarno et des projets de pactes semblables, observé, en paroles du moins, le régime de l'impartialité, cette fois, Mr. Baldwin a indiqué l'Allemagne comme le foyer dont viendrait l'attaque s'il doit y avoir de nouveau une guerre en Europe. Il n'a pas moins ouvertement exposé sa théorie que les frontières de la Grande-Bretagne ne sont plus autour des rochers de Dover, mais sur les rives du Rhin.

Il y a donc effectivement une ^{transformation} ~~révision~~ assez complète de la politique continentale du Cabinet britannique. Qu'on s'en réjouisse en France et qu'on s'en émeuve à Berlin n'est que naturel, - et il faut ajouter que ni la réjouissance française, ni la protestation allemande ne provoquent de rectifications du côté de l'Angleterre. On peut donc admettre que le Cabinet trouve bon qu'il en soit ainsi à Paris comme à Berlin.

Vous savez que Mr. MacDonald est actuellement en voyage, faisant une cure de repos et cherchant des distractions propres à lui délasser l'esprit. On aurait tort de dire que s'il avait été ici ce changement de politique aurait été moins frappant. Je suis d'avis que sa présence n'aurait rien changé, ni au résultat de la visite de M. Barthou ni aux conséquences des tragédies allemandes et autrichiennes. Cela n'empêche pas que quand il reprendra ses fonctions à Downing Street, il trouvera une situation étonnamment changée en ce qui concerne la politique continentale de son Cabinet. Avant tout, l'effort pour

- 5 -

le désarmement aura disparu et l'effort pour l'armement lui aura succédé; le principe de la neutralité ou de l'impartialité dans la politique continentale aura reçu un choc très sérieux et aura fait place à une orientation très différente; lui qui a toujours lutté avec autant de conviction que de persévérance pour maintenir la balance entre les forces travaillant ici pour la France et celles se dépensant en faveur de l'Allemagne, ~~tout en sympathisant décidément avec l'Allemagne,~~ il se verra obligé d'admettre qu'un Gouvernement comme celui de M. Hitler est par ses maladresses et méfaits l'artisan de son ^{mur} encerclement.

Vous voudrez bien trouver sous ce pli le texte de la dernière déclaration de Sir John Simon à la Chambre des Communes, du 30 juin dernier. Le Secrétaire d'Etat a répété à cette occasion que l'attitude du Gouvernement britannique vis-à-vis de l'Autriche n'a changé en rien et qu'il ne voyait pas de raisons pour une intervention directe, soit individuelle soit conjointement avec l'Italie et la France. Après avoir fait comprendre avec toute la clarté voulue par ces agents diplomatiques à Berlin et à Vienne quelle était sa façon de penser et après n'avoir laissé subsister aucun doute sur la nature de ces sympathies, le Cabinet estime qu'une démarche directe est superflue. Sir John indique que son Cabinet est en parfait accord avec ceux de Paris et de Rome.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Annexes.

C. Mariani

interference in Austrian internal affairs which have culminated in the murder of Dr. Dollfuss?

Sir J. SIMON: In February last, and again recently, I received from the Austrian Government a collection of material indicating the complicity of German influence in propaganda against the Austrian Government and in a series of outrages committed on Austrian territory. This material was also communicated by the Austrian Government to the Italian and French Governments. In acknowledging the receipt of this communication, I informed the Austrian Minister that

"while His Majesty's Government have no intention whatever of interfering in the internal affairs of another country, they fully recognise the right of Austria to demand that there should be no interference with her internal affairs from any other quarter."

I read the text of this reply to the House on the 13th February. The views of His Majesty's Government on this matter, abstaining from interference ourselves and reprobating interference by others, remain unchanged.

Mr. COCKS: Is the right hon. Gentleman prepared to answer the last sentence of my question?

Sir J. SIMON: His Majesty's Government's view is well known, and what I have said will, no doubt, have its effect.

Mr. NICHOLSON: Has the right hon. Gentleman made a direct protest to the German Government and an expression of reprobation?

Sir J. SIMON: Having regard to the great sense of responsibility which must attach to anyone who puts or answers questions, I would prefer that the hon. Member should put a question on the Paper.

34. Mr. NICHOLSON asked the Secretary of State for Foreign Affairs whether he can give the House the latest information at his disposal concerning the state of affairs in Austria?

36. Mr. MORGAN JONES asked the Secretary of State for Foreign Affairs if he has any further statement to make in relation to the situation in Austria?

Sir J. SIMON: A new Austrian Government was formed early this morning, in which Dr. Schuschnigg is Chancellor and

Prince Starhemberg Vice-Chancellor. The latest reports appear to indicate that the insurrection is now at an end, though sporadic fighting with the insurgents may still be going on in one or two outlying districts.

35. Mr. NICHOLSON asked the Secretary of State for Foreign Affairs what steps His Majesty's Government are taking and propose to take to preserve the independence of Austria?

Sir J. SIMON: His Majesty's Government are continuing to watch the situation carefully, but no action on their part is either called for or in contemplation.

GERMAN REFUGEES.

26. Mr. PALING asked the Secretary of State for Foreign Affairs what response has been made to the invitation of the High Commissioner for Refugees who, acting on the instructions of his governing body, has called the attention of His Majesty's Government to the present tragic situation of the German refugees now living in the countries adjacent to Germany, and has invited His Majesty's Government to consider the possibility of according facilities for the settlement of a reasonable number of refugees?

Mr. EDEN: The High Commissioner for Refugees, Jewish and other, coming from Germany has been informed that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to deal as liberally as possible, within the limits necessarily imposed by the economic situation of this country, with the question of the permanent settlement of individual refugees. It has been explained that this general principle is subject to the stipulation that His Majesty's Government reserve the right to refuse residence to any individual refugee, having regard to the serious unemployment still prevalent in this country which renders it necessary to restrict very closely the entry of foreigners into employment.

AUSTRIA (SITUATION).

30. Mr. MANDER asked the Secretary of State for Foreign Affairs whether he is able to state whether a special meeting of the Council of the League of Nations is to be called to consider the situation in Austria?

The SECRETARY of STATE for FOREIGN AFFAIRS (Sir John Simon): I am not aware of any intention to call such a meeting.

Mr. MANDER: Will the right hon. Gentleman bear in mind the importance, if it should prove necessary, of the matter being dealt with through the League and not being left to one or two individual States?

32. Mr. COCKS asked the Secretary of State for Foreign Affairs whether he has received either from the Italian Government or the Austrian Government, a copy of the evidence furnished by the Austrian Government to the Italian Government containing proofs that Nazi outrages in Austria are being inspired by or from Germany; and whether he will take steps in conjunction with other Governments to warn the German Government that these outrages must cease?

33. Mr. GODFREY NICHOLSON asked the Secretary of State for Foreign Affairs whether His Majesty's Government have made plain to the parties implicated their point of view concerning the continued foreign propaganda in Austria and the